



## 10<sup>th</sup> Anniversary of the National Chamber of Judicial Officers of the Czech Republic in Prague on 1 November 2011

Ten years ago the judicial officers of the Czech Republic created their national chamber. To celebrate this anniversary, they held on 1 November 2011 a conference in Prague at which the president of the UIHJ, Leo Netten, was invited with Françoise Andrieux, general secretary of the UIHJ.

After greeting the presence of the Minister of Justice, the President of the Czech National Chamber Jana Tvrkova, raised the question of the future of the profession. He announced that the program of the day was precisely to trace its history.

The Minister of Justice Jiri Popipil then took the floor to congratulate the course of judicial officers during these ten years. "The law is enforced and respected through you. After ten years, we can say that the institution of the national chamber is a success, you are a young profession we will continue to try to improve," he said.

President Netten meanwhile insisted on the fact that not only enforcement must be guaranteed but also the quality of enforcement and that training is the best way to get there.

For this, Europe provides available tools including through the CEPEJ guidelines that make the judicial officer a multi-tasks professional.

The floor was then given to Lenka Bradakova, President of the Prosecutors. She reaffirmed that the judicial officers belonged to the world of jurists as well as lawyers, notaries and judges. This statement was approved by Martin Vichopen, president of the Bar association who wished many success to this "teenager" profession as he said.

Stanislava Kolesarova, representing the National Chamber of Judicial Officers of Slovakia took advantage of the opportunity that was given to her to thank the UIHJ for its support in the fight to integrate the judicial officer in the Slovak legal system. She said that in Slovakia the enforcement of judgments comes as a real struggle.

The President of the Prague University of Civil Law, Petr Smolik recalled the history of the judicial officers who are as old as laws are. The drawing of a panorama from the Roman law to the present days led him to review the law of infamy on the debtor to the electronic auction of properties while recalling the history of the enforcement of judgments and that of the judicial officer throughout time.



*Leo Netten, président de l'UIHJ*

*Leo Netten, President of the UIHJ*



*Jiri Prosek, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de République tchèque*

*Jiri Prosek, vice-President of the National Chamber of the Judicial Officers of the Czech Republic*

Our Czech colleague Stanislas Pazderka insisted on the enforcement against legal persons including in the American system through examples of case law. Martina Kasikova, Judge of the Court of Appeal of Prague stated that every year hundreds of new cases concerning enforcement were discussed before the Court of Appeal which reflected a real activity.

The ceremony was closed by Vice-President Prosek who said to look far into the future to continue the development of the profession in the same tradition.

## L'UIHJ au 1<sup>er</sup> forum juridique international à Saint-Pétersbourg en présence du président de la Fédération de Russie

L'UIHJ, représentée par son 1<sup>er</sup> vice-président, Bernard Menut, a participé à Saint-Pétersbourg les 19 et 20 mai 2011 en présence de Dmitri Medvedev, président de la Fédération de Russie, au 1<sup>er</sup> Forum juridique international organisé par le ministère de la justice de la Fédération de Russie et la Fondation pour le Forum international de Saint-Pétersbourg.

L'État de droit favorise l'investissement économique. Le ministère de la justice de la Fédération de Russie et la Fondation pour le forum juridique international de Saint-Pétersbourg organisaient conjointement dans la majestueuse cité de Saint-Pétersbourg le 1<sup>er</sup> forum juridique du genre. Notre confrère Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, en qualité d'invité personnel d'Alexandre Konovalov, le ministre fédéral de la justice, a activement participé à cet événement international majeur que renforçaient la présence et l'intervention du président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev.

Les organisateurs avaient souhaité que notre organisation internationale fasse part de ses propositions dans le cadre de l'un des six panels. Le 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ Bernard Menut, interlocuteur régulier du ministère de la justice et des autorités judiciaires russes, représentait l'UIHJ à ce forum dont il faut souligner la parfaite organisation matérielle et la très haute tenue scientifique.

### Un forum très ambitieux ouvert sur le monde

Le forum avait pour but de réunir les meilleurs experts dans les secteurs juridiques et économiques



*Dmitri Medvedev, président de la Fédération de Russie*  
*Dmitri Medvedev, President of the Russian Federation*



*Alexandre Konovalov, ministre de la justice de la Fédération de Russie*  
*Alexander Konovalov, Minister for justice of the Russian Federation*

pour échanger et trouver des solutions pour rendre le système économique plus efficace en termes de développement et cela à travers une analyse économique de la loi.

Le forum se veut une plate-forme pour les autorités publiques de la Russie mais aussi des autres pays, pour engager un dialogue avec les représentants de tous les secteurs économiques, qu'ils soient originaires de la Russie ou des autres pays du monde. Ce dialogue doit avoir pour objectif la modernisation du système juridique de la Russie à la lumière des tendances de l'économie Russe mais aussi mondiale.

Les organisateurs du forum s'étaient donnés comme objectif de promouvoir toutes idées permettant de moderniser la loi en l'adaptant en permanence aux évolutions actuelles du monde économique. Cela doit se manifester par une coopération accentuée entre les différents systèmes juridiques, une modernisation de la loi Russe à l'aune des meilleures pratiques de la légistique. Il faut porter la législation russe au niveau des standards internationaux en vue de protéger les droits et les intérêts des investisseurs. Enfin, un effort particulier doit être fait en direction des études juridiques en Russie.

Le caractère annuel du forum doit à terme en faire un lieu de réflexions et de créations, laboratoire juridique ouvert sur le monde économique — un « Davos juridique » en quelque sorte.

### **Un État de droit faible fait régresser l'État**

Le président Dmitri Medvedev souligna, devant un auditoire de plus de 600 personnes, le rôle que la loi doit avoir comme instrument pour l'innovation et la sécurisation du développement dans une économie globalisée. Se référant à la Russie il indiqua

qu'un pays où l'État de droit est faible régresse économiquement et juridiquement. En ligne avec cette affirmation, il avait signé le matin même un décret afin d'évaluer l'exécution des lois en Russie, ce qui devrait déboucher sur la publication d'un rapport annuel, véritable indicateur de performance de la législation Russe. Le compteur de la performance va donc être installé dans les juridictions russes. Il annonça notamment diverses mesures devant

contribuer au respect des décisions judiciaires, à l'amélioration de l'efficacité de la loi, et notamment de l'exécution des décisions de justice en provenance de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), soulignant combien les huissiers de justice avaient un rôle essentiel pour mettre à exécution les décisions judiciaires, les droits des citoyens lesquels sont bafoués si les décisions judiciaires ne sont pas effectives.

*La cathédrale Saint-Sauveur-sur-le-Sang-Versé de Saint-Petersbourg — The Church of the Savior on Spilled Blood of Saint-Petersburg*





Il appela en conclusion de ses propos, à initier un véritable dialogue entre les politiciens, les juristes, les professeurs de droit ainsi que les communautés des affaires.

### L'huissier de justice partenaire du développement économique

Notre confrère Bernard Menut intervint au sein du premier des six panels, à savoir celui consacré à la « Justice et la sécurité des affaires : Instruments modernes pour renforcer l'accessibilité et l'efficacité de la justice et des mesures alternatives de résolution des conflits. »

Depuis des années l'UIHJ martèle que l'huissier de justice est au cœur de l'économie et que son intervention avant ou après l'obtention d'un titre judiciaire reconnaissant la créance est de nature à protéger les investisseurs. S'appuyant sur la recommandation 17 du Conseil de l'Europe, mais également sur les lignes directrices de décembre 2009 publiées par le même conseil pour cette

recommandation, Bernard Menut démontra combien l'exécution des décisions du juge était un élément essentiel de l'État de droit, mais aussi de l'État économique. Il ne peut en effet y avoir de développement économique harmonieux et de croissance économique si le secteur judiciaire est en friches et si les décisions de justice demeurent sans effet. Il insista tout particulièrement sur le fait que si l'État souhaite le développement économique il ne peut l'obtenir s'il ne développe pas le secteur judiciaire, en lui fournissant, comme le recommandent d'ailleurs les lignes directrices du Conseil de l'Europe, des moyens adéquats et suffisants à l'exercice de ses missions. Les moyens matériels manquent parfois cruellement dans certains pays tant la justice est souvent le parent pauvre des budgets des États, mais les moyens techniques, les procédures adaptées et rapides, l'accès aux informations patrimoniales sont autant d'outils que l'agent d'exécution doit avoir à sa disposition et sans restriction.

### L'huissier de justice sécurise les investissements économiques

M Menut montra durant son intervention que sans sécurité juridique, sans réelle exécution dans un délai raisonnable, c'est l'ensemble de l'édifice Justice qui s'effondre, entraînant dans sa chute l'économie. Les récentes crises économiques et financières ont mis en lumière le besoin de sécurisation des investissements nationaux et internationaux. L'huissier de justice participe directement à la sécurité économique et juridique des investisseurs, éléments clés de la croissance économique. Les fonds recouverts par les huissiers de justice reviennent dans la trésorerie des entrepreneurs investisseurs et ils peuvent à nouveau investir. C'est en accélérant ce processus, en le rendant plus fluide, par des moyens procéduraux adaptés, que le législateur pourra lui aussi aider et sécuriser l'investissement.

## The UIHJ at the 1<sup>st</sup> International Legal Forum in Saint Petersburg in the Presence of the President of the Russian Federation

The UIHJ, represented by its first vice-president, Bernard Menut, participated in Saint Petersburg on 19 and 20 May 2011 in the presence of Dmitry Medvedev, President of the Russian Federation, in the first international forum organized by the Legal Department Justice of the Russian Federation and the Foundation for the International Forum of Saint Petersburg.



*Le logo du Forum juridique international de Saint-Petersbourg  
The logo of the International Legal Forum of Saint-Petersburg*

### The Rule of Law Promotes Economic Investment

The Ministry of Justice of the Russian Federation jointly with the Foundation for International Law Forum of St. Petersburg organized in the majestic city of St. Petersburg the first legal forum of its kind. Our colleague Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ, as personal guest of Alexander Konovalo, the Federal Minister of Justice, has actively participated in this major international event that

strengthened the presence and intervention of the President the Russian Federation, Dmitri Medvedev. Organizers had hoped that our international organization would make its proposals under one of the six panels. The first vice-president Bernard UIHJ Menut, regular interlocutor of the Ministry of Justice and the judiciary Russian represented the UIHJ at this forum where the excellent material organization of the very high scientific standard was noticed by everyone in attendance.

### A Very Ambitious Forum Open to the World

The forum aimed to bring together the best experts in the legal and economic field to exchange and find solutions to make the system more economically efficient in terms of development, through an economic law analysis.

The forum is a platform for Russian public authorities but also for other countries to engage in a dialogue with representatives of all economic sectors, whether from Russia or other countries. This dialogue should be aimed at modernizing the legal system of Russia in the light of trends in the Russian economy but also global.



*Artur Parfenchikov, chef du Service de l'exécution de la Fédération de Russie*  
*Artur Parfenchikov, head of the Enforcement Service of the Russian Federation*



*Bernard Menut, premier vice-président de l'UIHJ*  
*Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-president of the UIHJ*

The forum organizers had in mind the promotion of all ideas to modernize the law by constantly adapting it to current developments in the world economy. This must be shown by a heightened cooperation between different legal systems, modernization of the Russian law in terms of best practices in legislative drafting. We must raise Russian legislation to international standards to protect the rights and interests of investors. Finally, a special effort should be made towards legal studies in Russia.

The annual nature of the forum should ultimately make it a place of reflection and creation, a legal laboratory open to the world economy — a "legal Davos" in some way.

### **A Weak Rule of Law Weakens the State**

President Dmitry Medvedev stressed to an audience of over 600 people, the role that the law must have as an instrument for innovation and securing development in a globalized economy. Referring to Russia he indicated that a country where the rule of law is weak regresses economically and legally. In line with this statement, he signed a decree that morning to assess enforcement laws in Russia, which should result in the publication of an annual report, a true performance indicator of the Russian legislation. The performance counter will be installed in the Russian courts.

He announced various measures to help including compliance with court decisions, improving the effectiveness of the law, including the enforcement of court decisions from the European Court of Human Rights (ECHR), stressing the judicial officers

had a key role to implement judicial decisions, citizens' rights which are violated if the court decisions are not effective.

At the time of concluding his remarks he called to initiate a genuine dialogue between politicians, lawyers, law professors and business communities.

### **The Judicial Officer Partner in Economic Development**

Our colleague Bernard Menut intervened in the first of the six panels, namely the one on "Justice and security of businesses: modern instruments to enhance the accessibility and efficiency of justice and alternative measures of conflict resolution".

For years the UIHJ insists that the judicial officer is at the heart of the economy and that its intervention before or after obtaining a judicial title acknowledging the claim would protect investors. Based on Recommendation 17 of the Council of Europe, but also on the guidelines published in December 2009 by the same Council of Europe for this recommendation, Bernard Menut showed how the enforcement of judicial decisions was a key element of the Rule of Law, but also the state economy. There can be indeed no balanced economic development and economic growth if the judiciary is fallow and if court decisions remain unheeded. He insisted particularly on the fact that if the state wants the economic development it cannot get it without developing the judicial sector, by providing, as recommended besides by the Council of Europe Guidelines, appropriate and sufficient means to carry out its missions. Material resources may lack sorely in some countries as justice comes often last on the state budgets priorities, but the technical,

fast and adapted procedures, access to information on assets are tools that the enforcement agent must have available and with no restriction.

### **The Judicial Officer secures Economic Investment**

Mr Menut showed during his speech that without legal security, without any real implementation in a reasonable time, it is the whole edifice of Justice which collapses, together with the economy. Recent economic and financial crises have highlighted the need for securing national and international investments. The judicial officer is directly involved in economic and legal security of investors, key elements of economic growth. Funds recovered by judicial officers create cash flow for investors and entrepreneurs can invest again. In accelerating this process by making it more fluid, with adapted procedural means, the law makers may also assist and secure investment.